

**Question écrite n°1313 - Sujet : Importation illégale de médicaments****Auteur(s)** : Madame Nancy Arendt épouse Kemp, Députée**Destinataire(s)** : Monsieur Luc Frieden, Ministre des Finances; Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé**Date limite de réponse à la question** : 14-04-2011**Evènement(s) :**

Date	Description	Liens
14-03-2011	Dépôt de la question	Document écrit de la question
23-03-2011	Changement de destinataire(s) Ancien(s) destinataire(s) : Monsieur François Biltgen, Ministre de la Justice; Monsieur François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias; Monsieur Luc Frieden, Ministre des Finances; Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé; Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale Nouveau(x) destinataire(s) : Monsieur François Biltgen, Ministre de la Justice; Monsieur Luc Frieden, Ministre des Finances; Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé	
25-03-2011	Changement de destinataire(s) Ancien(s) destinataire(s) : Monsieur François Biltgen, Ministre de la Justice; Monsieur Luc Frieden, Ministre des Finances; Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé Nouveau(x) destinataire(s) : Monsieur Luc Frieden, Ministre des Finances; Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé	
14-04-2011	Délai de réponse dépassé	
14-05-2011	Réponse écrite de Monsieur Luc Frieden, Ministre des Finances; Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé	Document écrit de la réponse

+352225922



FRAKTION

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Entrée le:

14 MARS 2011

13-13

Chambre des Députés

Monsieur Laurent Mosar

Président

L-1728 Luxembourg

Luxembourg, le 14 mars 2011

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre de la Justice, Monsieur le Ministre de la Communication et des Médias, Monsieur le Ministre des Finances ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale au sujet de l'importation illégale de médicaments.

La vente de médicaments contrefaits et illégaux devient un phénomène de plus en plus répandu. En effet, il semble très facile de se procurer par internet un médicament qui n'est pas autorisé sur le marché luxembourgeois.

Cette aisance d'obtenir des médicaments illégaux ou dangereux peut à la fois mener à une fausse médication dans le chef des consommateurs, et tenter non jeunes et autres de se procurer de manière anonyme des substances illégales et/ou dangereuses en vue de perdre du poids, d'améliorer la concentration, de diminuer la fatigue, de faciliter le sommeil ou d'améliorer les performances sportives pour ne mentionner que ces sujets-là.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes aux ministres concernés :

- Existe-t-il des estimations chiffrées quant à l'importation de médicaments illégaux ?
- Combien de contrôles sont effectués par la douane luxembourgeoise afin de limiter ces importations à un minimum et combien de confiscations de médicaments illégaux ont pu être notées ?
- Peut-on retracer l'origine de production de ces médicaments sachant que certains pays comme la Chine n'ont pas les mêmes critères de qualité et de pureté ?
- Quelles sont les conséquences de ces interceptions pour les clients ?
- Y a-t-il un moyen de retracer ces commandes par internet ?
- De quelle manière le gouvernement entend-il lutter contre ce phénomène de plus en plus répandu ?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma parfaite considération.

Nancy Arendt  
Députée



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère d'État  
La Ministre aux Relations avec le Parlement

Luxembourg, le 24 mai 2011

Monsieur le Président  
de la Chambre des Députés

Luxembourg

Personne en charge du dossier:  
Pélagie Ngo No  
☎ 247 - 82962

CHAMBRE DES DEPUTES  
Entrée le:  
26 MAI 2011

Réf.: 2010 - 2011 / 1313 - 10

**Objet:** *Réponse commune à la question parlementaire n° 1313 du 14 mars 2011  
de Madame la Députée Nancy Arendt épouse Kemp.*

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe **la réponse commune de Monsieur le Ministre des Finances et de Monsieur le Ministre de la Santé** à la question parlementaire sous objet, concernant l'importation illégale de médicaments.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Pour la Ministre aux Relations  
avec le Parlement

Daniel Andrich  
Conseiller de Gouvernement 1<sup>re</sup> classe



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère des Finances

Luxembourg, le  
Réf. 304-11-91

14 MAI 2011

Le Ministre aux Relations avec le Parlement <b>SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION</b>	
Reg.:	SCL:
Entré le: 24 MAI 2011	
CE:	CHD:
A traiter par:	
Copie à:	

Madame la Ministre  
aux Relations avec le Parlement  
p.a. Service Central de Législation  
43, boulevard Roosevelt

L-2450 LUXEMBOURG

**Concerne:** Question parlementaire n°1313 de Madame la Députée Nancy Arendt

Madame la Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la réponse commune de Monsieur le Ministre des Finances et de Monsieur le Ministre de la Santé, à la question parlementaire sous rubrique.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes sentiments très distingués.

Pour le Ministre des Finances,

Sarah Khabirpour  
Conseiller de direction adjoint



**Réponse de M. le Ministre des Finances Luc Frieden et de M. le Ministre de la Santé Mars di Bartolomeo à la question parlementaire n°1313 du 14 mars 2011 de Mme la Députée Nancy Arendt**

En principe, la législation luxembourgeoise interdit toute délivrance au public d'un médicament en dehors d'une pharmacie ou d'un hôpital. Ce principe s'applique également à la vente par correspondance et notamment à la vente de médicaments par internet.

Depuis 1984 les services du Ministère de la Santé collaborent avec l'Administration des douanes et accises (ADA) pour intercepter dans la mesure du possible l'importation illégale de produits dans le domaine chimique et médicamenteux. Après interception de médicaments soupçonnés contrefaits ou illégaux, l'ADA procède à leurs blocage temporaire et en informe la Division Pharmacie et Médicaments du Ministère de la Santé qui prend la décision de libérer, de retourner ou de détruire les substances médicamenteuses.

Parallèlement, lorsqu'une demande de protection commerciale d'un médicament existe, l'ADA déclenche la procédure d'information de découverte de marchandise contrefaite prévue au règlement communautaire 1383/2003 laquelle, à défaut d'appliquer au Luxembourg la procédure simplifiée prévue en tant que faculté pour les Etats membres audit règlement communautaire, permet au titulaire d'une marque ou d'un brevet d'ester en justice afin d'obtenir sur le plan civil / commercial préservation du droit économique voire réparation du préjudice commercial.

En la matière, l'ADA a bloqué en 2009 un total de 130 envois, représentant quelques 7850 comprimés et en 2010 un total de 139 envois, représentant quelques 7530 comprimés. Ces envois interceptés étaient tous destinés à des particuliers.

Durant l'année 2010, 130 colis de médicaments ont été retenus en douane.

Dans 79 cas, il s'agissait de médicaments proposés dans le dysfonctionnement érectile (en majorité des produits contenant le sildénafil qui est un principe actif du Viagra de Pfizer).

26 colis contenaient un médicament destiné à l'amaigrissement. La majorité des produits étaient à base de :

- sibutramine (commercialisé sous le nom de Reductil de Abbott et retiré du marché en août 2010),
- dérivés amphétaminiques (amfépramone, fenproporex). Ces médicaments ont été retirés du marché depuis de nombreuses années.
- rimonabant (commercialisé sous le nom de Acomplia de Sanofi-Aventis, retiré du marché en octobre 2008)
- orlistat (substance active du médicament Xenical de Roche).

Dans les psychotropes, une vingtaine de colis ont été retenus en douane dont :

- une dizaine contenant des benzodiazépines (alprazolam, bromazepam, diazepam à activité sédatrice, anxiolytique),
- quelques colis réguliers contenant la substance active zolpidem (médicament original Stilnoct à activité hypnotique),
- 4 antidépresseurs (à base des substances actives fluoxétine, sertraline, venlafaxine).

Les autres colis de médicaments retenus en douane concernaient certains antibiotiques, quelques anabolisants, quelques médicaments à base de la substance active finastéride destinée à lutter contre la chute des cheveux ainsi que de rares anti-inflammatoires non stéroïdiens ou médicaments utilisés dans l'ulcère gastrique.

Au niveau international, Interpol coordonne des opérations ponctuelles (notamment opérations Pangea) destinées à cibler les acteurs de ce commerce (internet provider, le système de paiement électronique, les fournisseurs de médicaments).

Si dans ces cas, en effet, tout laisse à croire que le pays de provenance correspond au pays de production, il est vrai que les possibilités d'un retraçage formel de l'origine de la production est difficile. Surtout qu'en matière de vente par internet l'expédition de la marchandise ne se fait pas nécessairement au site de production de la marchandise ou au site d'établissement du vendeur.